

PROCES-VERBAL

ORDRE DU JOUR :

Approbation du procès-verbal de la séance du 3 juillet 2023

Finances – Administration Générale – Personnel

- Personnel communal / possibilité de recruter un agent contractuel pour accroissement temporaire d'activité au restaurant scolaire ;
- Indemnité de gardiennage des églises / montant à attribuer en 2023 ;
- Admission en non-valeur sur le budget communal ;
- Désignation d'un référent déontologique pour les élus locaux ;

Affaires scolaires – Action sociale – Personnes âgées

- Convention avec l'OGEC et l'École Pierre Monnereau pour la surveillance de la cour pendant le temps de pause méridienne ;

Aménagement – Urbanisme – Environnement

- Consultation des entreprises pour le désamiantage et la déconstruction d'anciens poulaillers industriels ;

Petite enfance – Action jeunesse – Culture

Communication – Associations – Sports – Loisirs

Voirie et chemins ruraux

- Convention avec le SyDEV pour le changement des lampes au Vivier et au Doué ;

Questions diverses

*Compte-rendu des commissions communales et intercommunales ;
Décisions prises par Monsieur le Maire dans le cadre de sa délégation ;
Calendrier des réunions ;*

L'an deux mille vingt-trois, le onze septembre à vingt heures, le Conseil municipal de la Commune de Saint-André-Goule-d'Oie dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Jacky DALLET, Maire.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 19
Présents : 17
Votants : 19
Quorum : 10

Date de convocation du Conseil municipal : 5 septembre 2023

Présents: DALLET Jacky, SOULARD Catherine, GUERY Francis, FONTENY Natacha, CARTEAU Anthony, DAHERON Wilfried, ALLIN Nicolas, BARRETEAU Angéline, ARRIVE Benjamin, BERNARD Emeline, BOUDAUD Christina, COLONNIER Richard, BREMAND Géraldine, JOSSET Nicole, RAGON Claudine, ROUSSELOT Catherine, VINET Laurent.

Absents excusés : METAYER Stéphane (pouvoir à Richard C) LAGET Steven (pouvoir à Anthony C)

Mme Angéline BARRETEAU est désignée secrétaire de séance.

Approbation du procès-verbal de séance du 3 juillet 2023 :

Le Conseil municipal approuve le procès-verbal de la réunion du 3 juillet 2023 à l'unanimité

Finances – Administration Générale – Personnel

50-2023 Personnel communal recrutement d'un agent contractuel pour accroissement temporaire d'activité au restaurant scolaire

Monsieur le Maire rappelle que conformément à l'article L313-1 du Code Général de la Fonction Publique (CGFP), les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement à qui il appartient de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Il indique que cette année l'effectif des enfants en classes de maternelle est important au restaurant scolaire et que cela implique le recours à un agent supplémentaire pour le service des repas de 12H à 13H30.

Aussi Monsieur le Maire propose à l'assemblée :

- Le recrutement d'un agent contractuel au grade de Adjoint Technique Territorial pour faire face à un accroissement temporaire d'activité sur la période du 4 septembre 2023 au 5 juillet 2024 inclus.

Et indique

- Que cet agent assurera les fonctions d'encadrement au restaurant scolaire à temps non complet de 12H à 13H30 soit 4,70/35^{ème}, annualisées ;
- Que l'agent devra justifier de connaissances des enfants et avoir, si possible, une expérience dans ce domaine ;
- Que la rémunération de l'agent sera fixée par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré à l'unanimité

- ✓ **ADOpte** la proposition de créer un emploi contractuel pour accroissement temporaire d'activités au restaurant scolaire pour l'année scolaire en cours ;
- ✓ **CHARGE** Monsieur le Maire de procéder au recrutement ;
- ✓ **DIT** que les crédits correspondants seront inscrits au budget de la commune.

51-2023 Indemnité de gardiennage des églises / montant à attribuer en 2023

Monsieur le Maire explique que la circulaire N°NOR/INT/A/87/00006/C du 8 janvier 1987 prévoit que le montant maximum de l'indemnité allouée aux personnes chargées du gardiennage des églises communales peut faire l'objet d'une revalorisation annuelle au même taux que les indemnités attribuées aux agents publics et suivant la même périodicité.

Le point d'indice des fonctionnaires ayant été revalorisé, le plafond de l'indemnité est aujourd'hui le suivant :

- 496,09 € pour un gardien résidant dans la commune où se trouve l'édifice ;
- 125,06 € pour un gardien résidant dans une autre commune et visitant l'église à des périodes rapprochées.

Il rappelle que la commune de Saint-André-Goule-d'Oie verse habituellement l'indemnité maximum pour un gardien non résident à la paroisse « St Jean Lès Paillé ».

Monsieur Le Maire demande ensuite au Conseil Municipal son avis, celui-ci après en avoir délibéré à l'unanimité

- ✓ **FIXE** le montant de l'indemnité de gardiennage de l'Eglise à 125,06 € pour l'année 2023
- ✓ **PRECISE** que cette indemnité sera versée à la paroisse St Jean Lès Paillé.

52-2023 Admission en non-valeur sur le budget communal

Monsieur le Maire explique que le comptable public propose l'admission en non-valeur de plusieurs créances puisque, malgré les démarches effectuées, aucun recouvrement n'a pu être obtenu.

Les trois créances présentées par le receveur sont les suivantes :

Exercice	Référence de la pièce	Reste dû	Objet	Motif de la présentation
2017	7126000000	1 105,78 €	Participation à l'Assainissement Collectif	Décédé et demande de renseignement négative
2017	T-295	25,60 €	Transport scolaire	Somme inférieure au seuil des poursuites
2020	27-2000168	54,57 €	Restaurant scolaire	Somme inférieure au seuil des poursuites

Monsieur le Maire propose d'accepter l'admission en non-valeur pour les deux premiers titres et demande au Conseil Municipal son avis,

Celui-ci après en avoir délibéré à l'unanimité

- ✓ **ADMET** en non-valeur les deux premières créances qui correspondent à des titres de 2017 pour une somme totale de 1 131,38 €.
- ✓ **INSCRIT** les crédits nécessaires au budget de la commune.

53-2023 Désignation des référents déontologiques

Monsieur le Maire rappelle le contexte règlementaire fixé par :

Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 1111-1-1, ainsi que les articles R. 1111-1- A et suivants,

L'article 218 de la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale,

Le décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l'élu local et notamment son article 1er dont les dispositions entrent en vigueur le 1er juin 2023,

L'arrêté du 6 décembre 2022 pris en application du décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l'élu local,

Il précise que L'Association des Maires et Présidents de Communautés de Vendée (AMPCV), propose une liste de référents dont elle assurera la mise à jour régulièrement,

Actuellement celle-ci est composée de :

- M Jean François MOLLA ancien vice-président du tribunal administratif de Nantes
- M Bertrand FAURE professeur de droit public adjoint
- M Bruno LORFEUVRE administrateur des finances publics
- M Bernard MADELAINE ancien président du tribunal administratif de Nantes

Monsieur Le Maire demande ensuite au Conseil Municipal son avis sur cette proposition de l'AMPCV, Celui-ci après en avoir délibéré à l'unanimité

- ✓ **DÉSIGNE** en qualité de référent(s) déontologue(s) les membres de la liste constituée par l'AMPCV, dans sa composition actuelle, et dans sa composition future en cas d'évolution de la liste.
- ✓ **DÉCIDE** que la (ou les) personne(s) susmentionnée(s) exerceront leurs fonctions pour la durée du mandat.
- ✓ **FIXE** les modalités de saisine du ou des référents déontologues ainsi que les conditions d'examen des demandes comme tel :
 - La collectivité saisit par tous moyens l'AMPCV qui se charge d'affecter un des membres de la liste à l'affaire à traiter.
 - L'AMPCV met en relation le référent désigné avec la collectivité.
 - Si besoin, sur demande du référent désigné ou de la collectivité, et en fonction de sa complexité, l'affaire pourra être traitée collégalement avec d'autres membres de la liste. Le collège ainsi constitué décide en son sein de ses modalités de fonctionnement.
 - La collectivité rémunère directement le référent ou le collège de référents, et décide des moyens matériels mis à disposition.
- ✓ **DÉCIDE** que les avis du ou des référents déontologues (ou des membres du collège) seront rendus par écrit dans un délai qui tiendra compte de la complexité de la demande mais qui sera, dans la majorité des cas, inférieur à 1 mois.
- ✓ **DÉCIDE** que les moyens matériels mis à disposition du ou des référents déontologues seront adaptés aux besoins et pourront comprendre notamment :
 - Un ordinateur
 - Une pièce de travail.
- ✓ **FIXE** les modalités de rémunération du ou des référents déontologues comme suit :
Maximum 80 euros par personne et par dossier, maximum 300 euros pour la présidence effective d'une séance du collège d'une demi-journée, maximum 200 euros pour la participation effective à une séance du collège d'une demi-journée.
- ✓ **DÉCIDE** que le ou les référents déontologues (ou les membres du collège) bénéficient du remboursement de leurs frais de transport dans les conditions applicables aux personnels de la fonction publique territoriale.
- ✓ **DÉCIDE** que cette délibération ainsi que les informations permettant de consulter le ou les référents déontologues (ou le collège) sont portées par tout moyen à la connaissance des élus locaux intéressés.

Autres points abordés :

• Accueil du 9 octobre au 15 décembre 2023 d'une stagiaire en formation par alternance. Elle effectuera ses périodes de stage pratique au sein du service administratif de la mairie.

• Enquête publique « Bioioie » : Cette entreprise de méthanisation sollicite l'évolution de sa capacité d'injection maximale qui passerait de 550 Nm³/h à 775 Nm³/h afin d'augmenter la production d'énergies renouvelables. Une enquête publique s'est déroulée du 17 juillet au 16 août mais et il n'a pas été possible au Conseil Municipal de se prononcer pendant cette la période.

La commune a demandé qu'il soit fait mention dans le dossier d'enquête publique des dates inappropriées.

• Défense Incendie : la commune a été retenue pour faire partie des premières collectivités qui disposeront d'un Schéma de Défense Incendie. Ce plan permettra d'assurer une couverture incendie suffisante pour aujourd'hui mais aussi dans les années à venir en fonction des projets d'urbanisme envisagés.

Affaires scolaires – Action sociale – Personnes âgées

54-2023 Convention avec l'OGEC et l'Ecole Pierre Monnereau pour la surveillance de la cour pendant le temps de pause méridienne :

Mme Soulard adjointe en charge de ce dossier présente le projet de convention pour la surveillance des enfants sur le temps qui suit le déjeuner. Elle précise que cette convention a été élaborée en accord avec l'OGEC, l'Ecole Pierre Monnereau et l'Abeille de l'Ouest propriétaire des locaux.

Elle fixe les conditions d'utilisation de la cour de l'école privée par la commune et précise le statut des personnes qui assurent la surveillance des enfants sur ce temps.

La convention fixe également les conditions de remboursement à l'OGEC de la rémunération du personnel employé. Un remboursement trimestriel est prévu.

Mme Soulard précise que la durée de la convention est fixée à 3 années scolaires.

Puis elle répond aux questions qui lui formulées et demande au Conseil Municipal son avis

Celui-ci après en avoir délibéré à l'unanimité

- ✓ **DONNE SON ACCORD** à la signature de la convention entre la Commune, l'OGEC de Saint-André-Goule-d'Oie, l'Ecole Pierre Monnereau et avec l'accord de l'Abeille de l'Ouest
- ✓ **VALIDE** les termes de la convention qui vient de lui être présentée.

Autres points abordés :

• Formation BPJEPS d'un agent travaillant à l'accueil périscolaire et au restaurant scolaire : La commune a validé cette demande de formation et a adapté les emplois du temps des agents.

• Mme Soulard présente les effectifs au restaurant scolaire et explique que la société API qui a obtenu le marché pour la fourniture des repas au restaurant scolaire, recherche un (une) cuisinier(ère) pour remplacer la personne qui est partie.

• Transport scolaire : La commune a dû intervenir plusieurs fois et auprès de différentes instances pour faire accepter des points d'arrêts refusés initialement par La Région.

Il reste encore deux cas pour lesquels la commune n'a pas obtenu gain de cause. Une commission de recours doit étudier ces situations. Les services de la mairie restent vigilants et tiendront informées les familles de la décision finale de l'organisateur du transport scolaire.

Aménagement – Urbanisme – Environnement

55-2023 Consultation des entreprises pour le désamiantage et la déconstruction d'anciens poulaillers industriels :

Monsieur GUERY, adjoint en charge de ce dossier rappelle au Conseil Municipal que le projet de construction de la salle polyvalente prévoit la déconstruction d'anciens poulaillers industriels à l'intérieur desquels la présence d'amiante a été détectée.

Il propose de lancer une consultation en procédure adaptée ouverte en application des articles L2123-1, R2123-1.1 du Code de la commande publique.

Il indique que les services de la Communauté de Communes assurent la mission d'assistant à maître d'ouvrage dans ce dossier et que l'estimation prévisionnelle des travaux est de 230 000 € HT. Il aborde ensuite les éléments importants de la consultation et notamment les critères d'attribution du marché qui sont les suivants :

- 40% pour le prix
- 60% pour la valeur technique

Puis M GUERY répond ensuite aux questions qui lui sont formulées et Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal son avis sur ce dossier.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré à l'unanimité

- ✓ **APPROUVE** le projet de démolition et désamiantage des anciens poulaillers industriels situés rue de la Madone,
- ✓ **NOTE** que les crédits nécessaires au financement de ces travaux sont inscrits au chapitre 74 « Salle Polyvalente » ;
- ✓ **DONNE POUVOIR** à Monsieur le Maire et en son absence à la 1^{ère} adjointe, pour lancer la consultation en procédure adaptée ouverte et conduire à son terme ce projet.

Autres points abordés :

Le logement au-dessus de la coiffeuse est occupé.

Vendée Logement : achat des terrains et début des travaux en 2025 pour livraison en 1^{er} trim 2026.

Evolution de la réflexion sur le marché de la salle polyvalente : il est envisagé d'intégrer les gradins amovibles et l'aménagement de la scène dans le marché en tranches conditionnelles.

Point sur les lotissements :

Lotissement les Chaumes les lots 19-9-14 et 11 sont disponibles.

Lotissement La Vallée Verte tous les terrains ont été vendus. La clôture du budget sera proposée au Conseil Municipal en fin d'année.

Point sur les dossiers d'Urbanisme

Petite enfance – action jeunesse – culture

Points abordés :

Madame FONTENY présente plusieurs activités organisées pendant les camps des jeunes à Poupet.

Elle fait un point de situation sur les travaux au Foyer des Jeunes.

Elle précise que les inscriptions à l'Ecole du sport auront lieu ce mercredi et redonne les dates importantes pour l'élection du Conseil Municipal des Jeunes.

- Le réseau parentalité : Mme Fonteny explique ce qu'est le réseau d'écoute et d'appui à la parentalité et indique qu'il a pour but de proposer des actions et activités pour et avec les parents. Cette action est conduite au niveau de l'intercommunalité avec les élus et les acteurs de l'enfance du territoire et coordonnée par Mme Elodie GUINAUDEAU.

Communication – Associations – Sports – Loisirs

Points abordés :

- Terrain Multisports : Le terrassement est achevé, la commune attend la livraison de la structure qui devrait intervenir avant les vacances de la Toussaint.

- Intramuros : Une information sur cette application pour smartphone est prévue dans le bulletin communal. La présentation aux associations s'est bien passée et toutes semblaient intéressées par ce moyen de diffuser leurs manifestations et activités.

- Présentation du Défi sport et des 3 actions retenues au niveau communautaires ;

- Défi forme santé

- Journée Olympique au collège

- Week-end du sport citoyen

- Associations : AG Les Dynamiques très bon retour. L'association se porte bien. Le groupe de danse des plus jeunes mériterait de s'étoffer un peu. Des inscriptions sont encore possibles.

- Football : Le club amateur a commencé et suscite un réel intérêt.

La Joséphine 2023 : On garde le même circuit et le fléchage sera mis en place le 27 septembre. Prévoir des rubans roses plus visibles.

Voirie et chemins ruraux

Convention avec le SyDEV pour le changement des lampes au Vivier et au Doué :

Monsieur DAHERON, conseiller délégué en charge de ce dossier, rappelle au Conseil Municipal qu'il a été prévu de changer les lampes de l'éclairage public dans le secteur du Vivier et du Doué.

Il a été décidé de mettre des ampoules plus économes et le SyDEV nous a adressé la convention définitive pour cette rénovation.

M DAHERON informe le Conseil Municipal que le SyDEV prend à sa charge 70% de la dépense et détaille le solde restant

à la charge de la commune :

Nature travaux	Montant prévisionnel HT	Montant prévisionnel TTC	Base participation	Taux participation De la commune	Montant participation
Rénovation	29 791 €	35 749 €	29 791€	30%	8 937 €

Puis Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal son avis, celui-ci après en avoir délibéré, à l'unanimité

- ✓ **APPROUVE** ladite convention et la participation communale de 8 937 € en découlant.
- ✓ **CHARGE** Monsieur le Maire ou en cas d'empêchement, Madame la 1^{ère} adjointe, de mettre en œuvre ce dossier et l'autorise à signer tous les documents s'y rapportant.

Questions diverses

Compte-rendu des commissions intercommunales :

• **Environnement** : restitution par Richard Coulonnier

-Gestion des déchets : projet de rapprochement avec le SCOM prévu 2025

-Aménagement paysager du bassin d'orage de la Mongie : prévu en 2024

-Ombrières à la piscine Aquabulles : fin des travaux en fin d'année

• **Communication** : restitution par Richard Coulonnier

-La communauté de communes souhaite repenser sa communication. Un groupe de travail a été constitué l'« Agence H ! » a été retenue pour ce projet. L'idée est de travailler sur une identité commune au territoire et de mettre en avant ce qui nous lie et nous distingue des autres communautés de communes.

Décisions prises par Monsieur le Maire dans le cadre de sa délégation : Le Conseil prend connaissance des différentes décisions prises par Monsieur le Maire depuis la dernière séance, dans le cadre de sa délégation.

Calendriers des réunions 2023 :

Conseils municipaux 2023 à 20 heures

	Lundi 9 octobre	Lundi 6 novembre	Lundi 11 décembre	
--	-----------------	------------------	-------------------	--

Levée de la séance : 21H40

A Saint-André-Goule-d'Oie, le 14 septembre 2023

Le Maire :
Jacky DALLET



Signé électroniquement par : Jacky Dallet
Date de signature : 14/09/2023
Qualité : Maire de St André Goule d'Oie



La Secrétaire de Séance :
Angéline BARRETEAU

